



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de Presse

14 août 2015

L'intensification du mouvement de grève de l'intersyndical de la JIRAMA figure au centre de l'information ce jour. En effet, les grévistes ont menacé de couper l'électricité et l'eau à trois ministères, à savoir le ministère de l'Energie, le ministère des Finances et du budget et le ministère de l'Eau. Cette décision a été prise suite aux arriérés impayés de ces trois ministères, s'élevant à 500 milliards d'ariary, à la société d'Etat.

Processus électoral

1. Echos des élections communales :

CONTENTIEUX ELECTORAUX : NOMBRE RECORD DES REQUETES

Les juges des tribunaux administratifs répartis dans les 6 chefs-lieux de province de Madagascar auront fort à faire, en décortiquant les 1 797 dossiers de recours recensés dans les tribunaux administratifs, selon les explications de Benjamin Rakotomandimby, commissaire de la loi auprès le Conseil d'Etat. En effet, la date de dépôt des dossiers est close, le code électoral donne 45 jours aux juges administratifs pour la proclamation des résultats définitifs, si le décret portant organisation des élections communales ne leur en donne que 30. Le plus grand nombre de requêtes est recensé dans la province de Fianarantsoa, atteignant plus de 400 dossiers, si celles des autres provinces tournent autour de 200. D'après les dénonciations publiques faites par quelques candidats le lendemain des scrutins communaux, les contentieux concerneraient surtout les anomalies relevées dans les procès-verbaux, dans les résultats issus des Sections de recensement matériel de vote (SRMV), ou encore la campagne électorale avant l'heure. Les requêtes portent surtout sur l'annulation partielle ou même totale des voix dans une circonscription. (L'Express de Madagascar p.5)

- *Le parti MAPAR donnera une conférence de presse cet après-midi à l'hôtel Panorama Andrainarivo, axée sur les anomalies constatées lors du scrutin du 31 juillet. (L'Express de Madagascar p.5)*

COMMUNALES DANS LE NORD, LE HVM SE TAILLE LA PART DU LION titre **Les Nouvelles**. *A part le chef-lieu de province d'Antsiranana, 60% des communes ont été remportés par le HVM, déclare Veloarivonjy Behavana, député élu à Sambava. Et d'ajouter que la population des régions SAVA et DIANA ont accordé leur voix au parti présidentiel lors des communales, pour prouver leur soutien. (p.2)*

- *Jaona Elite, député élu et membre du groupe parlementaire HVM dans le district d'Antananarivo Atsimondrano, a contribué à l'élection des candidats-maires du parti au*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





pouvoir dans cette localité. A noter que le HVM a raflé 11 sièges sur les 26 communes d'Atsimondrano. (La Gazette de la grande île p.3)

Les Nouvelles affirme que les résultats définitifs proclamés par le Tribunal administratif ne seront pas éloignés de ceux publiés par le SRMV, **avantageant Lalao Ravalomanana** avec un score de 55,96%. Le quotidien avance que le seul obstacle au nouveau maire sera le gel du financement de l'Etat central, si la candidate TIM se dresse comme opposante au régime Rajaonarimampihanina. (p.8)

- Le candidat du TIM Penjy Randrianarisoa affiche sa confiance en la victoire aux élections communales d'Ivato. D'après les résultats officiels dans cette localité, le candidat du TIM arrive en tête avec 18% des voix, contre 16% pour le candidat du HVM. **Takoritsika (p.3)**

2. Opinions sur les élections :

Lita Rabetsara, président national du Réseau national de la défense des consommateurs (RDNC), affirme que **le faible taux de participation électorale est dû à l'inaction de la société civile**, notamment dans l'éducation citoyenne. Lui de proposer la conception de loi obligeant les électeurs à voter. (L'Observateur p.3)

Jean Louis Robinson craint une nouvelle crise post-électorale titre **Madagascar Matin**. Le président du parti AVANA livre son point de vue sur la situation post-électorale et pointe du doigt les lacunes et irrégularités observées avant, pendant et après les scrutins. Selon lui, des troubles ou même une nouvelle crise sont à craindre. (p.3)

Après analyse des résultats des scrutins communaux derniers, **Ralambomahay Toavina**, un des conseillers municipaux dans la liste de l'opposition, annonce que **ces derniers scrutins reflètent d'ores et déjà le futur Président de la République de 2018**, à savoir Ravalomanana Marc du TIM, Hery Rajaonarimampianina du HVM ou encore Andry Rajoelina du MAPAR. Lui d'exposer ses convictions en affirmant que le MAPAR, le TIM et le HVM ne sont qu'un seul et même parti politique, et ces trois partis majeurs gouvernent ensemble. (Les Nouvelles p.8)

L'Observateur s'alarme sur la situation de crise politique, sociale et économique qui règne dans le pays depuis les 19 mois de gouvernance de Hery Rajaonimpampianina. Selon le quotidien, le régime actuel manque de professionnalisme et crée plus de problèmes qu'il n'en résout. (p.3)

NOUVEL ORGANE DE GESTION ELECTORALE (OGE) EN VUE

La fin du mandat de la CENI-T ou Commission électorale indépendante pour la Transition, sera marquée par l'organisation des derniers scrutins communaux. De ce fait, les acteurs politiques





devront établir une nouvelle commission électorale, et ce, avant le début du mois de décembre, c'est-à-dire avant la révision de la liste électorale qui aura lieu le 1^{er} décembre prochain. Le KMF/Cnoe et le GEN ont souligné que cette nouvelle commission électorale aurait le devoir de suivre de près la révision de ladite liste. **(Les Nouvelles p.3)** Selon le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, la consultation des différents acteurs, en vue du nouveau texte sur la mise en place du nouvel OGE se fera à partir du 14 août prochain. Les premiers consultés seront les organisations de la société civile. **(Madagascar Laza p.3)**

Politique interne

ASSEMBLEE NATIONALE : LES ASSISTANTS DES FEMMES PARLEMENTAIRES EN FORMATION

Un atelier organisé par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA) s'est tenu hier et prendra fin ce jour. Le but principal de cet atelier est le renforcement des capacités des assistants parlementaires, puisque ces derniers sont les premiers collaborateurs des députés. Cet atelier figure dans le programme « African Democracy strengthening » (ADS) et financé par l'agence de coopération suédoise. L'équilibre homme-femme dans l'Assemblée nationale malgache, avec 32 femmes élues, reste loin des standards posés par les conventions internationales, dont Madagascar est signataire. Les femmes parlementaires pourront exercer leurs fonctions d'élues de façon plus effective et contribuer ainsi à l'image des femmes dans les postes de prise de décision à Madagascar. **(L'Express de Madagascar, p.6 ; Madagascar Matin p.2)** L'atelier est appuyé par la Commission genre et développement et le Caucus des femmes parlementaires. « Solombavam-bahoaka mampihatra ny miralenta » **(Les Nouvelles p.2)**

LE PACTE DE RESPONSABILITE EN COURS D'ELABORATION

Selon les sources de **Midi Madagasikara**, l'Assemblée Nationale serait actuellement en train d'élaborer le pacte de responsabilité, suite à l'article 5 de la décision n°24-HCC/D3 du 12 juin 2015 émanant de la Haute Cour Constitutionnelle. Le Président de la République aurait donc lancé le processus avant même la sortie des résultats définitifs des élections communales. Des rumeurs circulent également selon lesquelles l'élaboration dudit pacte serait confiée aux députés pro-HVM. **(p.2)** L'accord devra être conclu dans les prochains jours, en attente du retour du Président de la République de Madagascar. **(Madagascar Laza p.3)**

VISITE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A L'EXPO DE MILAN 2015

Selon les explications de Hery Rajaonarimampianina, lors de l'« Expo de Milan 2015 », la participation de Madagascar est significative, dans la mesure où Madagascar était mis à l'écart de la diplomatie mondiale, après 5 ans de crise politique. La participation de notre pays à cette exposition marque donc également notre retour sur la scène de la diplomatie mondiale, et pour

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



s'attirer les faveurs des investisseurs étrangers. (Midi Madagasikara p.3) La Gazette de la grande île s'insurge contre ce déplacement du Président de la République à Milan. Le quotidien accuse le chef d'Etat d'abandonner les 20 millions de Malgaches dans une situation de crise sociale. (p.3)

LES MINISTRES SERONT EN DEPLACEMENT

Lors du dernier conseil des ministres, 9 communications sur les 10 ont porté sur les participations de Madagascar à des conférences, colloques et sommets dans les 4 coins du monde. Les ministres seront donc en déplacement pour représenter la grande île lors de ces rendez-vous internationaux. (Midi Madagasikara p.3)

AMELIORATION ET REFORME DU STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES

Lors de la célébration de la Journée internationale de la Jeunesse, les fonctionnaires de Moramanga se sont entretenus avec le Premier Ministre Jean Ravelonariv. Le PM d'annoncer que le statut général des fonctionnaires sera amélioré au plus tard au 2^{ème} semestre de l'année prochaine. Il faut mettre fin à l'inégalité sociale, annonce-t-il, en évoquant par exemple que certains fonctionnaires reçoivent le 13^{ème} mois, contrairement à d'autres. (Midi Madagasikara p.7) Constatant la faible performance de l'administration publique, l'Union européenne (UE) a décidé d'appuyer la Direction générale du ministère de la Fonction publique, dans la réforme de l'administration publique. A cet effet, l'UE et le ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Loi sociales ont organisé depuis le mois de juin dernier les assises régionales des fonctionnaires. (Madagascar Laza p.3)

CCAL ET CREDITS TELEPHONIQUES SUSPENDUS

Les hauts responsables étatiques, les fonctionnaires et les Chefs de services ont été privés de leurs avantages mensuels, à savoir les crédits téléphoniques et les chèques carburant, suite à la décision de suspension provisoire des engagements auprès des institutions et des ministères. Cela s'explique par l'absence de loi de finances rectificative des lignes budgétaires liées au fonctionnement des institutions. (Madagascar Laza p.3)

CONSOLIDATION DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION

A l'occasion de la consolidation du processus de décentralisation, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation projettent l'élaboration de manuels de procédure liés à la gestion administrative, financière et comptable des collectivités décentralisées, pour simplifier certaines tâches pesant sur les collectivités décentralisés, à savoir les communes, les régions ou encore les provinces. (Madagascar Laza p.2)

ECHOS DE LA CONFERENCE DE PRESSE DE DIDIER RATSIRAKA





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Tia Tanindrazana** interprète les propos de l'ex-président Didier Ratsiraka à l'occasion de la conférence de presse de mercredi dernier au Carlton Anosy. Le fait que l'amiral a confirmé qu'il avait vraiment soutenu Andry Rajoelina pour pouvoir renverser le régime Ravalomanana en 2009 signifie pour le journal qu'il sera jugé et que l'ancien président de la Transition sera emprisonné dans le cadre de l'affaire de tuerie du 7 février. (p.3)
- **Madagascar Matin** fait les éloges de Didier Ratsiraka, en qualifiant ce dernier de « plus grand Président de la République de Madagascar », et affirme que son livre autobiographique sera sûrement un Best-seller. (p.3)
- **La Vérité** s'insurge en affirmant que Didier Ratsiraka accuse les morts en guise d'alibi, notamment en mettant sur le dos du feu Gilles Andriamahazo l'assassinat du colonel Ratsimandrava. Même cas pour l'affaire du 10 août 1991, où il accuse Guy Willy Razanamasy d'être responsable du carnage de l'époque. (p.3)
- **Takoritsika** affirme que l'amiral Didier Ratsiraka ne veut pas endosser ses propres erreurs du moment où il était au pouvoir et rejette la faute sur les autres politiciens. (p.2)

SACCAGE DE LA VIVA FIANARANTSOA

Le Premier Ministre Jean Ravelonarivo déclare que l'Etat n'est pas le commanditaire de tel acte, contrairement à ce que certains laissent entendre. Lui d'ajouter que le rôle des forces de l'ordre consiste en la protection des biens et de la vie de tous les malgaches, sans considérer les tendances politiques. **Takoritsika** (p.3)

Economie et société

INTENSIFICATION DE LA GREVE DE LA JIRAMA

Après l'assemblée générale des 11 syndicats de la JIRAMA qui s'est tenu hier à Ambohitovo, les grévistes de l'Intersyndical prévoient d'intensifier le mouvement ce jour, notamment en coupant l'électricité à 3 ministères, à savoir le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, du ministère de l'Energie et des Hydrocarbures et enfin du ministère des Finances et du Budget. Des perturbations vont également affecter certaines agences de Soanierana, où les caisses seront fermées, les voitures de dépannage resteront aux garages affirment les grévistes. Cette décision de l'intersyndical a été prise suite au décret d'octroi à la Symbion Power de la centrale de Mandrozeza pour une durée de 20 ans, lors du dernier Conseil du Gouvernement, preuve pour les grévistes que l'Etat n'écoute pas les revendications de ces derniers. Par ailleurs, les trois ministères en question accumulent les impayés à la JIRAMA et doivent donc payer leurs factures s'élevant à 500 milliards d'ariary, explique Oliva Andrianalimanana, président de l'intersyndical de ladite société. Les responsables de la JIRAMA, pour leur part, répliquent en affirmant que la décision de couper l'électricité appartient à la direction commerciale. A titre de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





rappel, la centrale thermique de Mandrozeza devait produire 40 mégawatts d'électricité à l'origine, mais faute d'entretien des pièces détachées, la production avoisine maintenant les 5 mégawatts. Selon les explications de Haja Maminirina, président du syndicat SAT ne suivant pas le mouvement de grève, ni l'Etat malgache, ni la JIRAMA ne disposent des moyens financiers nécessaires, à savoir 11 millions de dollars, pour réhabiliter la centrale. La concession de la centrale de Mandrozeza a donc été octroyée par l'Etat malgache à la société Symbion Power. Les grévistes affirment que le prix de vente de la Symbion Power est trop élevé. A Haja Maminirina de répliquer que le prix de 460 ariary est moins élevé que ceux des autres fournisseurs privés. (**L'Express de Madagascar p.3 ; Midi Madagasikara p.4 ; Les Nouvelles p.18 ; Madagascar Matin p.3 ; La Vérité p.2, La Gazette de la grande île p.12**) Les non-grévistes de la JIRAMA ont bénéficié d'une sécurisation de l'Emmo-Sécurité, et cela afin de permettre à ces derniers de mener à bien leurs tâches. (**Madagascar Laza p.2-6**)

LA SOCIETE CIVILE RENFORCE SA REVENDICATION

Après la rencontre avec le ministre d'Etat Rivo Rakotovo, les membres de la société civile renforcent leur revendication face à la modification de la Lettre de Politique Foncière (LPF). Selon Eric Raparison, coordinateur nationale du SIF (Solidarité des Intervenants sur le Foncier), la société civile revendique le respect de l'inclusivité et la participation multi-acteurs, et affirme donc être en défaveur de la rectification de la LPF. Un membre des syndicats des services des domaines explique, pour sa part, que la société civile a déjà participé à la rectification de la LPF, qui a été approuvée par le conseil des ministres, ce qui a entraîné l'arrêt de la grève des employés du service des domaines. (**L'Express de Madagascar p.7 ; Madagascar Laza p.4**)

LES MAGISTRATS SANCTIONNES

Lors d'un bref échange avec la presse à Antanimora, Jacques Randrianasolo, Procureur général de la Cour d'Appel d'Antananarivo et membre du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM), affirme que les magistrats sont régis par la loi et peuvent être sanctionnés et être traduits en Conseil de discipline (Codis). Les enquêtes à leur encontre concernent, pour la majeure partie, des cas de corruption ou encore d'incompétence. Le procureur de remarquer qu'il trouve inouï que des magistrats s'insurgent contre leur poste d'affectation. (**Les Nouvelles p.2**)

- **La Gazette de la grande île** publie dans sa colonne de lettre du SMM (Syndicat des Magistrats de Madagascar) dénonçant les affectations abusives et arbitraires effectuées par le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM). Selon un collectif de Magistrats à Anosy, le CSM fait preuve d'abus de pouvoir et freine le mouvement de restauration de l'Indépendance et de la crédibilité de la Justice, initié par le SMM. (**p.4**)

SECES : EN ATTENTE DU CONSEIL NATIONAL





Suite à la signature tripartite de la lettre d'engagement cette semaine, les sections provinciales du SECES attendent la décision officielle du Conseil national pour reprendre les activités pédagogiques, comme c'est le cas de la section d'Antananarivo. Quelques membres du SECES Antananarivo attendent, quant à eux la traduction de l'engagement verbal du ministère des Finances et du Budget en un engagement écrit. (Midi Madagasikara p.7) L'Observateur souligne la performance du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique quant à la résolution du problème du SECES en mettant dans son titre « Fin de la grève des universités ». Le quotidien met en avant les qualités de la ministre et fait les éloges de cette dernière, prônant les vertus du dialogue pour la résolution de la crise. (p.3)

RESULTATS DU BEPC A ANTANANARIVO

Le taux de réussite du second examen officiel a baissé cette année pour la circonscription scolaire d'Antananarivo. En effet, seulement 45,73% des candidats ont décroché leur diplôme, contre 53,54% l'année dernière. (Madagascar Laza p.4 ; Les Nouvelles p.5 ; Madagascar Matin p.4)

FAHALEMANA 2015 : UN MILLIER D'HOMME POUR LA LUTTE CONTRE LES « DAHALO »

Les forces armées ont décidé de passer à l'offensive pour lutter contre les voleurs de bovidés. Pour ce faire, un millier d'homme, des éléments d'élite, a été déployé et réparti dans 18 zones d'interventions. Deux vagues ont ainsi été déployées, dont l'une lundi, et l'autre mercredi. Selon les explications du général Béni Xavier Rasolofonirina, Chef d'Etat-major général de l'armée Malagasy (CEMGAM), cette mission baptisée « Fahalemana 2015 » est une mission de sécurisation rurale, zone où les vols de bovidés sont les plus vitaux. Le général Ralaialomady Rarasoa, directeur de la communication auprès du ministère de la Défense nationale, d'ajouter que toutes les unités de l'armée prendront part à cette mission. Ladite mission sera en coordination avec les gendarmes, dont les rôles principaux sont la sécurisation urbaine au sein de l'Etat-major mixte opérationnel (EMMO). L'armée renforcera ces derniers dans les zones où ils sont en sous-effectifs et n'arrivent pas à contenir les dahalo, d'autant plus que l'insécurité urbaine et semi-urbaine s'intensifie, explique le CEMGAM. Selon le communiqué de presse du ministère de la défense, cette mission aura pour objectifs de rétablir un climat de sécurité pour reconquérir la confiance de la population et restaurer l'autorité de l'Etat. Armés de kalachnikovs et d'armes de poing, les patrouilles aériennes seront également au rendez-vous. (L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.4-9 ; Midi Madagasikara p.2 ; L'Observateur p.4, La Gazette de la grande île p.2)

UNION EUROPEENNE : FINANCEMENT DE 17 MILLIARDS D'ARIARY A AMBILOBE

Dans le cadre de la mise en œuvre des Mesures d'accompagnement du protocole sucre (Maps), l'Union Européenne a octroyé un financement de 17 milliards d'Ariary au district d'Ambilobe





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



pour améliorer le rendement de la production agricole et de ce fait améliorer le cadre de vie des paysans de cette localité. Ce financement a été alloué pour réhabiliter les infrastructures hydro-agricoles, de même pour renforcer la capacité des agriculteurs concernés pour le développement agricole. (Les Nouvelles p.16)

Format de couverture

Dans un dossier de 4 pages intitulé *Reflét*, **Les Nouvelles** fait le point sur les situations figurant au centre de l'information, à savoir le problème des marchands du Coum 67Ha, les reflètes de la performance malgache aux jeux des îles, le calme de façade qui règne dans le pays ou encore le retard de Madagascar sur son programme de développement économique. Selon le quotidien, la conjoncture post-communale peut engendrer une nouvelle crise. Les plaintes, les protestations et les demandes d'annulation reflètent la crise post-électorale de 2002, car rien ne garantit l'acceptation de tous des résultats définitifs.

L'Observateur consacre 4 pages pour publier les résultats provisoires des élections communales provenant de la SRMV pour la province d'Antananarivo. **P.7-10**

Un peu d'humour



Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership

Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne